



**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT EN
PROCEDURE D'URGENCE N° 2021/03/1021AOIR/MINFOPRA/CIPM/2021
DU 01 FEV 2021 RELATIF A LA CONCEPTION, AU DEVELOPPEMENT
ET A LA MISE EN SERVICE DES FONCTIONNALITES DE BASE DU
NOUVEAU SYSTEME INFORMATIQUE DE GESTION INTEGREE DES
PERSONNELS DE L'ETAT ET DE LA SOLDE (SIGIPES 2) PROPRE DE
L'ETAT DU CAMEROUN.**

Financement : BIP, Exercices 2021 ET SUIVANTS.

1. Objet de l'Avis d'Appel d'Offres

Le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Administration Publique, un Avis d'Appel d'Offres International Restreint pour LA CONCEPTION, LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN SERVICE DES FONCTIONNALITES DE BASE DU NOUVEAU SYSTEME INFORMATIQUE DE GESTION INTEGREE DES PERSONNELS DE L'ETAT ET DE LA SOLDE (SIGIPES 2) PROPRE DE L'ETAT DU CAMEROUN.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt International N°S2/43/016/AMII/MINFOPRA/2020 du 18 août 2020.

2. Consistance des prestations

Les travaux, objets du présent Appel d'Offres consistent en la Conception, développement et mise en service des fonctionnalités de base du SIGIPES 2. Il s'agit de la mise en service des quatorze (14) modules entièrement intégrés et cohérents déclinés ainsi qu'il suit :

- la fourniture, l'installation et la configuration de la plateforme matérielle, logicielle et des accessoires relatifs à la mise en service des modules du SIGIPES 2 ;
- le développement et la mise en service du module de gestion de l'organisation, des emplois et des compétences ;
- le développement et la mise en service du module de gestion des recrutements ;
- le développement et la mise en service du module de gestion de la carrière ;
- le développement et la mise en service du module d'ordonnancement, de traitement de la solde et de la pension ;

- le développement et la mise en service du module de gestion électronique du courrier et des archives ;
- le développement et la mise en service du module des tableaux de bord et d'indicateurs de gestion prévisionnelle ;
- le développement et la mise en service du module de gestion administrative (dossier de l'agent public);
- le développement et la mise en service du module de gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences (GPEEC) ;
- le développement et la mise en service du module de gestion des retraites et de la liquidation des droits ;
- le développement et la mise en service du module de gestion de la discipline et des récompenses ;
- le développement et la mise en service du module de gestion des notifications ;
- le développement et la mise en service du module de suivi du dossier de l'utilisateur ;
- le développement et la mise en service du module de gestion des évaluations de la qualité de service.

Les configurations de l'ensemble des quatorze (14) modules doivent permettre son accessibilité et son utilisation (interface et données) dans les deux langues officielles du Cameroun que sont le français et l'anglais.

Les codes sources de la solution finale seront la propriété de l'État du Cameroun et rétrocédés entièrement avec transfert de compétence.

Le nouveau système aura une architecture multi-tiers et devra supporter plusieurs plateformes.

3. Délais d'exécution

Le délai d'exécution prévu pour la réalisation des prestations est de vingt-quatre (24) mois. Il court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer l'exécution de la prestation.

4. Allotissement

Les prestations, objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont en un (01) lot unique

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Cinq Milliards Cent Quatre-Vingt Un Millions Six Cent Cinquante Mille (5 181 650 000) francs CFA.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux entreprises retenues à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt International N°S2/43/016/AMII/MINFOPRA/2020 du 18 août 2020 lancé par le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINFOPRA, Exercices 2021 et suivants.

Imputation budgétaire 55 50 32 00 15-2022.

8. Caution de soumission

Sous peine de rejet, le soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère chargé des Finances et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres d'un montant de : **Cent Trois Millions Six Cent Trente Trois Mille (103 633 000) FCFA.**

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables dès publication du présent Avis au Service des Marchés, 5ème étage, porte 506 du bâtiment principal du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, téléphone 222 22 05 23.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés, 5ème étage, porte 506 du bâtiment principal du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, dès publication du présent Avis, contre présentation de la quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de 600 000 (six cent mille) FCFA.

11. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, sera déposée contre récépissé au Service des Marchés, porte 506 au plus tard le 17 MARS 2021 à 13 heures (heure locale) et devra porter la mention :

« DOSSIER D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N° S2/43/016/2020 /AOIR/MINFOPRA/CIPM/2021 DU 11 FEV 2021 RELATIF A LA CONCEPTION, AU DEVELOPPEMENT ET A LA MISE EN SERVICE DES FONCTIONNALITES DE BASE DU NOUVEAU SYSTEME INFORMATIQUE DE GESTION INTEGREE DES PERSONNELS DE L'ETAT ET DE LA SOLDE (SIGIPES 2) PROPRE DE L'ETAT DU CAMEROUN.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en copies originales ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment en raison de l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux temps :

L'ouverture des offres administratives et techniques interviendra d'abord. Elle sera suivie ensuite de celle de l'offre financière des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise qui est de 80 points/100.

L'ouverture des pièces administratives et de l'offre technique aura lieu le 17 MARS 2021 à 14 heures (heure locale), par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative dans la salle de conférences du 5ème étage du bâtiment principal, porte 510.

Le soumissionnaire peut assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de son choix dûment mandatée.

L'ouverture de l'offre financière aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale de 80 points/100.

14. Critères d'évaluation

*** Critères éliminatoires**

- absence de la caution de soumission ;
- absence de la capacité financière ;
- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marché au cours des trois dernières années ;
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif, au-delà du délai réglementaire de quarante-huit (48) heures ;
- non-respect du profil du chef de mission ;
- absence du certificat de garantie de la fourniture ;
- note technique inférieure à 80 points ;

- non conformité d'au moins 80% des caractéristiques du matériel (un matériel n'est conforme que s'il satisfait à toutes les spécificités techniques minimales requises) ;
- absence d'un prix unitaire quantifié dans le Devis quantitatif et estimatif ;
- présence d'une information financière dans les offres administrative ou technique ;
- refus de transférer les codes sources et les compétences à l'État.

* Critères essentiels

Le système de notation des offres dont le détail est donné dans le RPAO portera sur les critères ci-après :

Expérience du soumissionnaire	25 points
Qualifications et références du personnel clé affecté à la mission	50 points
Approche méthodologie et compréhension des TDR	15 points
Moyen matériel	05 points
Présentation générale	05 points
TOTAL	100 points

15. Méthode de sélection

Le Marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la mieux-disante par combinaison des critères techniques et financiers.

La formule de calcul de la note est la suivante :

La note finale (N) sera calculée par pondération des notes techniques (NT) et financière (NF), suivant la formule ci-après :

$$N = 0,8 \times NT + 0,2 \times NF$$

La note financière NF est obtenue ainsi qu'il suit :

Soit Fm le montant de la proposition la moins-disante, sa note financière sera égale à 100 points.

F est le montant de la proposition considérée

Les notes des autres soumissionnaires seront calculées à partir de la NF de la proposition la moins-disante par la formule :

$$NF = \frac{F_m \times 100}{F}$$

Le soumissionnaire présentant la note générale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du Marché.

Les soumissionnaires seront alors classés par ordre de mérite en fonction de la note globale.

NB : Les offres financières des soumissionnaires seront vérifiées et éventuellement corrigées. S'il y a une différence entre le montant en chiffres et le montant en lettres du bordereau des prix unitaires, c'est le montant en lettres qui fera foi. Le montant de la soumission sera alors corrigé. Si le soumissionnaire n'accepte pas cette correction, son offre sera rejetée.

16. Attribution

Le Marché sera attribué au Soumissionnaire ayant présenté l'offre la mieux-disante par combinaison des critères de qualification technique et financier requis.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite de dépôt de celles-ci.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés, 5ème étage, porte 506 du bâtiment principal du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, téléphone 222 22 05 23.

19. Lutte contre la corruption

Pour toute tentative de corruption ou fait de mauvaise pratique, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un sms aux numéros suivants : 677 20 57 25 ou 699 37 07 48 ou alors saisir la CONAC au 222 20 37 32.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Ampliations :

- MINMAP (ATI) ;
- ARMP (publication et archivage) ;
- CIPM/MINFOPRA.



Joseph LÉ



**RESTRICTED INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY
PROCEDURE**
OF 01 FEB 2021 **N° 2/13/2021/IAOIR/MINFOPRA/CIPM/2021**
**ON DESIGNING, DEVELOPING AND
COMMISSIONING THE BASIC FUNCTIONALITIES OF THE NEW
COMPUTERISED SYSTEM FOR INTEGRATED MANAGEMENT OF STATE
PERSONNEL AND THE PAYROLL (SIGIPES 2) SPECIFIC TO THE STATE
OF CAMEROON.**

Funding: PIB, 2021 FINANCIAL YEAR AND THE FOLLOWING YEARS

1. Subject

The Minister of the Public Service and Administrative Reform, Project Owner, hereby launches on behalf of Public Administration, an invitation to tender for DESIGNING, DEVELOPING AND COMMISSIONING THE BASIC FUNCTIONALITIES OF THE COMPUTERISED SYSTEM FOR INTEGRATED MANAGEMENT OF STATE PERSONNEL AND PAYROLL (SIGIPES 2) SPECIFIC TO THE STATE OF CAMEROON.

This invitation results from the International Call for Expression of Interest n°S2/43/016/AMII/MINFOPRA/2020 of 18 August 2020.

2. Description of Work

The work, subject of this Tender, consists in designing, developing and commissioning the basic functionalities of SIGIPES 2. This involves commissioning the fourteen (14) fully integrated and coherent modules as follows:

- supplying, installing and setting the hardware, software and accessories platform on commissioning the SIGIPES 2 modules;
- developing and commissioning the organisation, jobs and skills management module;
- developing and commissioning the recruitment management module;
- developing and commissioning the career management module;
- developing and commissioning the scheduling, pay and pension processing module;
- developing and commissioning the electronic mail and archive management module;
- developing and commissioning the dashboard and forecasting management indicator module;

- developing and commissioning the administrative management module (public employee file);
- developing and commissioning the Forecast Management of Staff, Jobs and Skills (GPEEC) module;
- developing and commissioning the retirement and rights calculation management module;
- developing and commissioning the discipline and rewards management module;
- developing and commissioning the notification management module;
- developing and commissioning the user file tracking module;
- the development and commissioning of the service quality assessment management module.

The configurations of all the 14 (fourteen) modules must make it accessible and its use (interface and data) in the two official languages of Cameroon: English and French.

The source codes of the final solution will be the property of the State of Cameroon and will be surrendered entirely with the transfer of competence.

The new system will have a multi-layered architecture and will have to bear several platforms.

3. Delivery Deadline

The delivery deadline for providing the services is twenty-four (24) months. This shall begin from the date of notification of the Service Order to start the service provision.

4. Allotment

The services, subject of the present Tender, are in a single lot.

5. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is FCFA **5 181 650 000** (five billion one hundred and eighty-one million six hundred and fifty thousand FCFA).

6. Bidder's Participation and Origin

The participation in this Tender is restricted to the companies selected following the International Call for Interest No. S2/43/016/AMII/MINFOPRA/2020 of 18 August 2020 launched by the Ministry of the Public Service and Administrative Reform.

7. Funding:

The services, subject of this Tender, are funded by the Public Investment Budget of the MINFOPRA 2021 Financial Year and the years that follow.

Budget Allocation 55 50 32 00-2022

8. Bid Bond

Subject to rejection, the bidder must attach to its administrative documents, a bid bond issued by a first class financial institution approved by the Ministry of Finance and valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of bids amounting to: FCFA 103 633 000 (One hundred three million six hundred and thirty-three thousand FCFA).

9. Consultation of the Tender File

The Tender Documents can be consulted during working hours as soon as this Notice is published at the Contract Service, 5th floor, door 506 of the main building of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, phone 222 22 05 23.

10. Acquisition of the Tender File

The Tender file can be obtained from the Contract Service, 5th floor, door 506 of the main building of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, upon the publication of this Notice, against presentation of the payment receipt to the Public Treasury of a non-refundable sum of FCFA600 000 (six hundred thousand FCFA).

11. Submission of Bids

Each tender drafted in English or French in (7) seven copies, 1 (one) original and 6 (six) copies marked as such, must be submitted against a receipt to the Contracts Service, not later than 17 MARS 2021 at 12 noon (local time) and must be marked:

**"FILE FOR RESTRICTED INTERNATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No. Sg/143/002 /AOIR/MINFOPRA/CIPM/2020 OF 01 FFV 2021 ON DESIGNING, DEVELOPING AND COMMISSIONING THE BASIC FUNCTIONALITIES OF THE NEW COMPUTERISED SYSTEM FOR INTEGRATED MANAGEMENT OF STATE PERSONNEL AND THE PAYROLL (SIGIPES 2) SPECIFIC TO THE STATE OF CAMEROON.
"TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION".**

12. Reception of bids

Subject to rejection, the required documents of the administrative file must be produced in original copies or in certified true copies by the issuing service or an administrative authority (SDO, DO...), in accordance with the provisions of the Special Rules of Invitation to Tender.

They must be dated not later than 3 (three) months prior to the date of submission of bids or must have been issued after the date of the signature of the Invitation to Tender.

Any bid not complying with the requirements of this Bidding Notice and the Tender file will be declared inadmissible, particularly due to the absence of a bid security issued by a first class financial institution approved by the Ministry of Finance, or failure to comply with the models of the documents in the Tender Files.

13. Opening of Bids

The opening of bids shall be done in two sessions.

The opening of administrative and technical bids will take place first. It will be followed by the opening of the financial bid of the bidders who have obtained the minimum required technical score of 80 marks over 100.

The opening of the administrative documents and the technical bid will take place on 17 MARS 2021 at 2 p.m. (local time), by the Ministerial Tender's Board of the Ministry of Public Service and Administrative Reform in the conference room on the 7th floor of the main building.

Bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

The opening of the financial bid will take place at the end of the technical analysis and will only concern bidders having obtained the minimum technical score of 80 marks over 100.

14. Assessment Criteria

*** Rejection Criteria**

- appearance on the list of enterprises suspended from public order;
- absence of a Declaration on oath of non-abandonment of the contract over the last 3 (three) years;
- false declaration, falsified documents;
- non-compliance of administrative documents after deadline of 48 hours;
- absence of the bid bond at the opening of the bids;
- lack of financial capacity;
- non-compliance of the Mission Head profile;
- absence of a quantified unit price in the estimate;
- presence of financial information in the administrative or technical bid;
- technical score below 80 marks.

*** Essential Criteria**

The scoring system of bids, which detail is given in the Special Rules of the Invitation to Tender, shall be done according to the following criteria:

1.	General experience of the bidder in the field of work concerned	25
2.	Skills and references of the staff affected to the mission	50
3.	Methodology approach and comprehension of the TORs	15
4.	Working material of the Consulting firm	05
5.	General presentation of the technical bid	05
TOTAL		100

15. Selection Method

The Contract will be awarded to the bidder with the best bid by summing the technical and financial criteria.

The formula for awarding marks is as follows:

The final mark (N) shall be awarded by summing technical marks (NT) and financial marks (NF), according to the following formula:

$$N = 0,8 \times NT + 0,2 \times NF$$

The financial mark NF is obtained as follows:

Consider F_m the amount of the lowest bidder, his/her financial mark should be 100 marks.

F is the amount of the bid under study

Other bidders' marks shall be awarded from NF of the lowest bidder, according to the following formula:

$$NF = \frac{F_m \times 100}{F}$$

The contract shall be awarded to the bidder with the highest mark.

Bidders shall be then classified by order of merit and according to the overall mark.

NOTE:

Bids should be cross-checked and where necessary corrected. In the event of a disparity between the amount in the figure and the amount in letters, the amount in letters will be considered. The amount of the bid will be therefore corrected. If the bidder does not agree with the correction, his/her bid shall be rejected.

16. Award of the Contract

The Letter of Purchase shall be awarded to the lowest bidder by summing the technical and financial criteria.

17. Commitment deadline

Each co-contractor shall remain bound by their bids within one hundred and twenty (120) days, as from the date of the submission of the said bid.

18. Further information

Further information can be obtained during working hours from the Contract Service, 5th floor, room 506 of the main building of the Ministry of the Public Service and Administrative Reform, telephone: 222 22 05 23.

19. FIGHT AGAINST CORRUPTION

For any attempt at bribery or malpractice, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 677 20 57 25 or 699 37 07 48 or call CONAC on 222 20 37 32.

**MINISTER OF THE PUBLIC SERVICE
AND ADMINISTRATIVE REFORM,**

Copies:

- MINMAP (ATI);
- ARMP (publications and records);
- CIPM/MINFOPRA.

